ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 7 mars 1969, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "portant réglementation du service postal", a donné le 28 mai 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e maart 1969 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "houdende reglementering van de postdienst", heeft de 28e mei 1969 het volgend advies gegeven :

Article 27.

Le début de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Sauf pour les machines à affranchir pourvues d'un compteur dégressif, le compte des affranchissements...".

Article 31.

L'alinéa 5 établit une tolérance qui trouverait mieux sa place dans une circulaire. La même observation vaut pour les articles qui reprennent cette même disposition.

Article 48.

Les mots "sur le couvert" devraient être ajoutés après le mot "porter".

Article 57.

Cet article énumère les correspondances qui sont exclues du transport par la poste.

La loi du 26 décembre 1956 contient, dans le chapitre VI, intitulé "Interdictions. Exclusions", un article 15 libellé comme suit :

"Sont exclus du transport par la poste, les envois interdits par l'article 14 ainsi que ceux qui porteraient extérieurement des inscriptions contraires aux bonnes moeurs ou à l'ordre public".

Les exclusions que cette disposition vise en se référant à l'article 14, sont pratiquement reprises dans l'article 57 du projet, sous les numéros 1 et 2. Par ailleurs, les exclusions énumérées dans le projet sous

.../...

les numéros 3 à 6 et 18 à 20 sont fondées sur des motifs relevant des exigences du bon fonctionnement du service postal. A leur égard, le projet ne soulève pas de difficulté.

Les autres exclusions concernent des faits susceptibles de tomber sous l'application du Code pénal ou de dispositions pénales réprimant des infractions à des lois particulières.

En vertu de l'article 15 précité, l'administration des postes a l'obligation légale de refuser les envois "qui porteraient extérieurement des inscriptions contraires aux bonnes moeurs ou à l'ordre public". Cette obligation est générale. Il n'appartient ni au Roi, ni au Ministre, d'en restreindre ou d'en élargir la portée. Toute intervention réglementaire en la matière apparaît donc comme inutile - ce qui n'empêche évidemment pas l'autorité compétente de donner aux services d'exécution, par voie de circulaires ou d'instructions, les directives nécessaires.

Par ailleurs, il va de soi que l'application fautive de l'article 15 de la loi peut engager la responsabilité de l'administration, les faits qui motiveraient une exclusion relevant de l'appréciation souveraine des tribunaux.

Le Conseil d'Etat observe, enfin, que si l'administration des postes ne peut, en assurant le transport d'une correspondance délictueuse, se faire la complice d'une infraction, elle est tenue au respect du principe

.../...

constitutionnel du secret des lettres. Eu égard à cette double obligation, l'article 15 précité ne vise que les envois qui porteraient "extérieurement" des inscriptions contraires aux bonnes moeurs ou à l'ordre public.

Tel qu'il est rédigé, le projet ne respecte pas parfaitement ce prescrit, notamment en ce qui concerne les correspondances mentionnées sous les numéros 8 et 10.

Article 58.

Selon l'alinéa 2, le contrevenant est "tenu de payer l'amende transactionnelle".

Par souci de conformité à l'article 33 de la loi du 26 décembre 1956, le texte suivant est proposé pour cet alinéa :

"Toutefois, celles visées sub 1 et 2 font l'objet d'un procès-verbal dressé à charge du contrevenant à qui il peut être proposé de payer, à titre de transaction, une somme d'argent dont le montant est fixé par le Ministre qui a la poste dans ses attributions ou par son délégué".

Article 61.

Il est proposé de remplacer les mots "mouvement épistolaire" par "courrier".

Article 66.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, il y a lieu de supprimer le membre de phrase qui commence par les mots : "sauf l'exception prévue ... ".

.../...

Afin d'assurer une parfaite concordance avec le Code judiciaire, le Conseil d'Etat propose que l'article 66 soit rédigé comme suit :

"Sans préjudice de l'application de l'article 46 du Code judiciaire, les correspondances à distribuer poste restante sont conservées au bureau de poste pendant le mois d'arrivée et le mois suivant".

Article 69.

En vertu de l'article 373 du Code civil, la puissance paternelle est exercée, durant le mariage, conjointement par le père et la mère.

L'alinéa 1er devrait, dès lors, commencer comme suit : "Le père et la mère, ou, le cas échéant, le tuteur ... ".

Article 77.

Alinéa 3. En ce qui concerne le mineur émancipé, l'opposition doit être autorisée par le tribunal de la jeunesse. Il conviendrait de modifier le texte dans ce sens.

Article 80.

Le Conseil d'Etat propose, pour l'alinéa 2 du § 1er, le texte suivant établi en accord avec le fonctionnaire délégué :

.../...

"Dans ce cas, ces correspondances, à l'exception des plis judiciaires dont le traitement fait l'objet de l'article 46 du Code judiciaire, peuvent être retirées ... (comme au projet)".

L'alinéa 3 du même paragraphe doit, en conséquence, être omis.

Article 141.

Conformément à l'observation faite à propos du tableau F annexé au projet d'arrêté royal (L.10.667/2), il faut lire, dans la version française, Anvers 1 et Gand 1, et, dans la version néerlandaise, Luik 1.

Article 223.

Il conviendrait de préciser que les coupons d'intérêt payables aux guichets sont ceux qui sont mentionnés dans l'article 171 de l'arrêté royal en projet.

Article 238.

A l'alinéa 4, le mot "remis" doit être remplacé par "émis".

Article 243.

L'article 243 , 1°, devrait être rédigé de la façon suivante :

.../...

"Article 243.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté ministériel du 12 septembre 1936 portant les mesures d'exécution des dispositions contenues dans l'arrêté royal du 10 septembre 1936 codifiant la législation postale en service intérieur, modifié par les arrêtés ministériels des 12 septembre 1938, 31 août 1945, 2 juillet 1953, 14 mai 1954, 28 novembre 1957, 26 mars 1959, 6 juin 1963, 27 juillet 1964, 10 août 1965, 24 décembre 1965, 6 juin 1967, 25 juillet 1967, 4 septembre 1967 et 27 février 1968".

L'arrêté ministériel du 5 février 1960 portant fixation des conditions de vente de la brochure des tarifs postaux visé sous le n°7 a été abrogé expressément par l'article 2 de l'arrêté royal du 12 octobre 1966; il n'y a donc plus lieu de l'abroger.

En conséquence, il convient de numéroter 7° et 8°, les arrêtés repris par le projet sous les n^{os}8 et 9.

*

Le Conseil d'Etat observe enfin qu'il convient d'éviter, dans la mesure du possible, les expressions superflues telles que "ci-après", "ci-dessus", "du présent arrêté".

Artikel 27.

Dit artikel zou beter als volgt beginnen :

"Behalve voor de frankeermachines met afwaartse teller, wordt de rekening van de verbruikte frankeringen ...".

Artikel 31.

Het vijfde lid heeft betrekking op een tolerantie die beter op haar plaats zou zijn in een omzendbrief. Die opmerking geldt mede voor alle artikelen waarin dezelfde bepaling voorkomt.

Artikel 48.

Dit artikel leze men als volgt :

"Op de omslag van aangetekende poststukken mag generlei waarde vermeld worden".

Artikel 57.

Dit artikel geeft een opsomming van de poststukken die "niet tot het vervoer door de post toegelaten" worden.

De wet van 26 december 1956 bevat in hoofdstuk VI : "Verbodsbepalingen. Uitsluitingen", een artikel 15, luidend als volgt :

.../...

"Over de post mogen niet vervoerd worden, de door artikel 14 verboden zendingen alsmede die waarop aan de buitenzijde aantekeningen mochten voorkomen die strijdig zijn met de goede zeden of met de openbare orde".

De uitsluitingen welke die bepaling beoogt waar zij naar artikel 14 verwijst, zijn pratisch overgenomen in artikel 57 van het ontwerp onder de nrs. 1 en 2. Van hun kant zijn de uitsluitingen welke het ontwerp vermeldt onder de nrs. 3 tot 6 en 18 tot 20 gegrond op redenen die verband houden met de eisen van de goede werking van de postdienst. Daarbij zijn geen opmerkingen te maken.

De overige uitsluitingen hebben betrekking op feiten die onder toepassing van het Strafwetboek of van strafbepalingen voor overtreding van bijzondere wetten kunnen vallen.

Krachtens het aangehaalde artikel 15 is het bestuur der posterijen wettelijk verplicht de zendingen te weigeren "waarop aan de buitenzijde aantekeningen mochten voorkomen die strijdig zijn met de goede zeden of met de openbare orde". Die verplichting is algemeen. Het staat niet aan de Koning, noch aan de Minister, haar te verruimen of te beperken. Ieder verordenend optreden in dezen lijkt dus overbodig - wat echter niet wegneemt dat de bevoegde overheid bij wege van omzendbrieven of onderrichtingen de nodige richtlijnen kan geven aan de uitvoeringsdiensten.

.../...

Voorts spreekt het vanzelf dat verkeerde toepassing van artikel 15 van de wet de aansprakelijkheid van het bestuur in het geding kan brengen, aangezien de feiten die een uitsluiting mochten wettigen op onaantastbare wijze ter beoordeling van de rechtbanken staan.

Ten slotte moge de Raad van State opmerken, dat het bestuur der posterijen, al kan het door het vervoeren van onder de strafwet vallende poststukken niet medeplichtig worden aan een misdrijf, niettemin gehouden is tot inachtneming van het grondwettelijk beginsel dat het briefgeheim onschendbaar is. Gelet op die tweevoudige verplichting doelt het aangehaalde artikel 15 alleen op zendingen waarop "aan de buitenzijde" aantekeningen mochten voorkomen die strijdig zijn met de goede zeden of met de openbare orde.

Zoals het ontwerp is geredigeerd, beantwoordt het niet volkomen aan dit voorschrift, met name wat de onder nrs. 8 en 10 vermelde poststukken betreft.

Artikel 58.

Volgens het tweede lid is de overtreder "gehouden tot betaling van de transactionele boete".

Ter wille van de overeenkomst met artikel 33 van de wet van 26 december 1956, leze men dit lid als volgt :

"Voor de in de rubrieken 1 en 2 bedoelde poststukken wordt evenwel proces-verbaal opgemaakt ten laste van de overtreder, aan wie kan worden voorgesteld, bij wege van schikking, een bedrag te betalen dat wordt vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de posterijen behoren, of door zijn gemachtigde".

.../...

Artikel 61.

Men leze "... daar waar de omvang van de post zulks wettigt".

Artikel 66.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, dient het zinsdeel dat begint met de woorden "behoudens de bij artikel 80 ..." te worden geschrapt.

Met het oog op volkomen overeenstemming met het Gerechtelijk Wetboek leze men artikel 66 als volgt :

"Onverminderd de toepassing van artikel 46 van het Gerechtelijk Wetboek worden de postliggend uit te reiken poststukken op het postkantoor bewaard tijdens de maand van aankomst en de daarop volgende maand".

Artikel 69.

Krachtens artikel 373 van het Burgerlijk Wetboek wordt de ouderlijke macht gedurende het huwelijk door de ouders gezamenlijk uitgeoefend.

Het eerste lid zou derhalve als volgt moeten beginnen : "De ouders of, in voorkomend geval, de voogd ...".

.../...

Artikel 77.

Derde lid. Voor de ontvoogde minderjarige moet het verzet toegestaan worden door de jeugdrechtbank. De tekst zou in die zin moeten worden gewijzigd.

Artikel 80.

Voor het tweede lid van § 1 stelt de Raad van State de volgende tekst voor, die opgemaakt is in overleg met de gemachtigde ambtenaar :

"In dit geval kunnen die poststukken, met uitzondering van de gerechtsbrieven waarvan de behandeling geregeld is in artikel 46 van het Gerechtelijk Wetboek, aan het loket ... (zoals in het ontwerp) ...".

Het derde lid van dezelfde paragraaf moet dan vervallen.

Artikel 141.

Overeenkomstig de opmerking die gemaakt is in verband met de bij het ontwerp-koninklijk besluit (L. 10.667/2) gevoegde tabel F, moet in de Nederlandse versie worden gelezen "Luik 1" en in de Franse versie "Anvers 1" en "Gand 1".

Artikel 223.

Er zou nader moeten worden bepaald dat de aan de loketten betaalbare interestcoupons die zijn welke vermeld zijn in artikel 171 van het ontwerp-koninklijk besluit.

.../...

Artikel 238.

In de Franse tekst van het vierde lid moet het woord "remis" vervangen worden door "émis".

Artikel 243.

Artikel 243, 1°, zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 243.-

Opgeheven worden :

1° het ministerieel besluit van 12 september 1936 houdende maatregelen tot uitvoering van de bepalingen vervat in het koninklijk besluit van 10 september 1936 tot ordening van de postwetgeving in binnenlandse dienst, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 12 september 1938, 31 augustus 1945, 2 juli 1953, 14 mei 1954, 28 november 1957, 26 maart 1959, 6 juni 1963, 27 juli 1964, 10 augustus 1965, 24 december 1965, 6 juni 1967, 25 juli 1967, 4 september 1967 en 27 februari 1968".

Het onder nr. 7 vermelde ministerieel besluit van 5 februari 1960 houdende vaststelling van de verkoopsvoorwaarden van het boekje der posttarieven is uitdrukkelijk opgeheven bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 oktober 1966; het hoeft dus niet nog eens te worden opgeheven.

De besluiten welke het ontwerp vermeldt onder de nrs. 8 en 9 moeten bijgevolg worden vernummerd tot 7 en 8.

*

Ten slotte moge worden opgemerkt dat overbodige termen als "hierna", "vorige", "van dit besluit" zoveel mogelijk vermeden moeten worden.

/re était composée de

rs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
n : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
: G. CISELET, staatsraden,
w :

.eurs : P. DE VISSCHER, assesseurs de la
eren : G. ARONSTEIN, section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

M. JACQUEMIJN, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version ançaise et la version néerlanaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut de l'auditeur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) M. JACQUEMIJN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut-auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.